



CHAPITRE 26

Loi modifiant la Loi de l'impôt sur la vente en détail

[Sanctionnée le 20 mai 1971]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

S.R., c.
71, a. 2,
mod.

1. L'article 2 de la Loi de l'impôt sur la vente en détail (Statuts refondus, 1964, chapitre 71), modifié par l'article 1 du chapitre 31 des lois de 1968, est de nouveau modifié en ajoutant à la fin le paragraphe suivant:

« règle-
ment ».

« 14° « règlement » signifie tout règlement adopté par le lieutenant-gouverneur en conseil en vertu de la présente loi. »

S.R., c.
71, a. 3,
mod.

2. L'article 3 de ladite loi est modifié en ajoutant, après le paragraphe 5, le suivant:

Certificat
exigible de
certaines
entre-
prises.

« 6. Un certificat d'enregistrement est aussi exigible en tout temps de toute personne qui exploite une entreprise appartenant à une catégorie d'entreprises définie par règlement comme faisant habituellement des acquisitions de biens mobiliers en dehors du Québec. Les paragraphes 2 à 5 s'appliquent à un tel certificat.

Entrée en
vigueur.

Tout règlement adopté en vertu du présent paragraphe entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec* ou à toute date ultérieure qui y est fixée. »

S.R., c.
71, a. 5,
mod.
Caution-
nement.

3. L'article 5 de ladite loi est modifié en ajoutant l'alinéa suivant:

« Le ministre peut aussi exiger de toute personne, comme condition de l'émission ou du maintien en vigueur d'un certificat

CHAPTER 26

An Act to amend the Retail Sales Tax Act

[Assented to 20th May 1971]

HER MAJESTY, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

1. Section 2 of the Retail Sales Tax Act (Revised Statutes, 1964, chapter 71), amended by section 1 of chapter 31 of the statutes of 1968, is again amended by adding at the end the following paragraph:

R.S., c.
71, s. 2,
am.

“(14) “regulation” means any regulation made by the Lieutenant-Governor in Council under this act.”

“regula-
tion”.

2. Section 3 of the said act is amended by adding after subsection 5 the following:

R.S., c.
71, s. 3,
am.

“(6) A registration certificate shall also be required at any time of any person who carries on an undertaking in a class of undertakings defined by regulation as habitually acquiring moveable property outside the province of Québec. Subsections 2 to 5 shall apply to such certificate.

Certifi-
cate for
certain
under-
takings.

Every regulation made under this subsection shall come into force on the date of its publication in the *Québec Official Gazette* or on such later date as is fixed therein.”

Coming
into force.

3. Section 5 of the said act is amended by adding the following paragraph:

R.S., c.
71, s. 5,
am.

“The Minister may also require of any person, as a condition for the issue or the continuance in force of a registration

Security.

d'enregistrement en son nom, un cautionnement dont le ministre établit le montant en tenant compte du montant de la taxe que cette personne devait remettre à l'égard des six mois précédant la date à laquelle le cautionnement est exigé, si cette personne:

- a) a été trouvée coupable d'une infraction à la présente loi;
- b) est insolvable; ou
- c) doit des impôts ou des taxes en vertu d'une loi de revenu au sens de la Loi du ministère du revenu (chap. 66), et ne conteste pas son obligation de payer ces impôts ou taxes devant le tribunal compétent. »

S.R., c.
71, a. 7,
mod.

4. L'article 7 de ladite loi est modifié:

a) en retranchant, dans les treizième et quatorzième lignes, les mots « , sur le prix d'achat, »;

b) en retranchant, dans la seizième ligne, les mots « au même prix »;

c) en remplaçant, dans les cinquième, sixième et septième lignes de la version anglaise, les mots « in the Province any moveable property, or receives delivery of any moveable property in the Province » par les mots « into the Province or to be delivered to him in the Province any moveable property ».

Id., a. 8,
aj.

5. Ladite loi est modifiée en insérant, après l'article 7, le suivant:

Taxe
sur bien
employé
pour
usage
personnel.

« **8.** Toute personne qui emploie à son usage ou pour sa consommation un bien mobilier qu'elle avait acheté pour revendre doit, à la date où elle commence à faire usage ou consommation de ce bien, payer au ministre la même taxe qui eût été payable si ce bien avait été acheté à une vente en détail au Québec, sauf si elle avait payé cette taxe lors de l'achat. »

S.R., c.
71, a. 11,
mod.

6. L'article 11 de ladite loi, modifié par l'article 5 du chapitre 31 des lois de 1968, est de nouveau modifié en remplaçant le deuxième alinéa par le suivant:

Indication
séparée.

« La taxe doit, dans tous les cas, être indiquée séparément du prix de vente sur tout écrit constatant la vente, sur toute facture et dans les livres comptables du vendeur. »

certificate in his name, security in such amount as the Minister may fix, taking into account the amount of tax which such person had to remit for the six months preceding the date on which security is required, if such person:

(a) has been found guilty of an offence against this act;

(b) is insolvent; or

(c) owes dues or taxes under a revenue law within the meaning of the Revenue Department Act (Chap. 66), and does not contest his obligation to pay such dues or taxes before the competent court."

4. Section 7 of the said act is amended: R.S., c.
71, s. 7,
am.
(a) by striking out the words " , on the purchase price," in the fifteenth line;

(b) by striking out the words "at the same price" in the twentieth line;

(c) by replacing the words "in the Province any moveable property, or receives delivery of any moveable property in the Province" in the fifth, sixth and seventh lines by the words "into the Province or to be delivered to him in the Province any moveable property".

5. The said act is amended by inserting after section 7 the following: Id., s. 8,
added.

« **8.** Every person who employs for his use or consumption any moveable property which he had purchased for resale must, on the date when he begins to use or consume such property, pay to the Minister the same tax as would have been payable if the property had been purchased at a retail sale in the Province, unless he had paid such tax at the time of the purchase." Tax pay-
able on
use, etc.

6. Section 11 of the said act, amended by section 5 of chapter 31 of the statutes of 1968, is again amended by replacing the second paragraph by the following: R.S., c.
71, s. 11,
am.

"The tax shall in all cases be shown separately from the sale price on any writing recording the sale, on any invoice and in the vendor's books of account." Separate
entry.

S.R., c.
71, a. 16,
mod.

7. L'article 16 de ladite loi, modifié par l'article 2 du chapitre 27 des lois de 1965 (1^{re} session) et par l'article 4 du chapitre 34 des lois de 1966/1967, est de nouveau modifié en ajoutant, après le paragraphe 3, le suivant:

Inspection de livres, etc.

« 4. Le ministre peut, par demande transmise par poste recommandée ou signifiée personnellement, exiger de toute personne, dans le délai raisonnable qu'il fixe, tout renseignement ou la production de livres, lettres, comptes, factures, états financiers ou autres documents qu'il juge nécessaires à l'application de la présente loi. »

S.R., c.
71, a. 17a,
mod.

8. L'article 17a de ladite loi, édicté par l'article 6 du chapitre 34 des lois de 1966/1967, est modifié:

a) en insérant, dans la troisième ligne du paragraphe 3, après le mot « taxe », ce qui suit: « , des intérêts et des peines, s'il en est, »;

b) en remplaçant le sous-paragraphe a du paragraphe 4 par le suivant:

« a) dans les cinq ans qui suivent la date à laquelle la taxe aurait dû être payée ou remise; ».

Id., a. 17d,
ab.

9. L'article 17d de ladite loi, édicté par l'article 6 du chapitre 34 des lois de 1966/1967, est abrogé.

Id., a. 17f,
mod.

10. L'article 17f de ladite loi, édicté par l'article 6 du chapitre 34 des lois de 1966/1967, est modifié en remplaçant les trois dernières lignes du paragraphe 4 par ce qui suit: « qu'elle n'a pas été faite dans les cinq ans qui suivent la date à laquelle la taxe aurait dû être payée ou remise. »

Id., a. 17k,
ab.

11. L'article 17k de ladite loi, édicté par l'article 6 du chapitre 34 des lois de 1966/1967, est abrogé.

Id., aa.
18, 19, ab.

12. Les articles 18 et 19 de ladite loi sont abrogés.

Id., a. 20,
remp.

13. L'article 20 de ladite loi est remplacé par les suivants:

Infractions et peines.

« **20.** 1. Toute personne qui:
a) ne fournit pas un rapport ou tout autre document ou renseignement, en la

7. Section 16 of the said act, amended R.S., c. 71, s. 16, am. by section 2 of chapter 27 of the statutes of 1965 (1st session) and by section 4 of chapter 34 of the statutes of 1966/1967, is again amended by adding after subsection 3, the following:

“4. The Minister may, by demand sent by registered mail or served personally, require of any person, within such reasonable delay as he fixes, any information or the production of such books, letters, accounts, invoices, financial statements or other documents as he deems necessary for the application of this act.”

Inspection of books, etc.

8. Section 17a of the said act, enacted R.S., c. 71, s. 17a, am. by section 6 of chapter 34 of the statutes of 1966/1967, is amended:

(a) by inserting after the word “tax” in the second line of subsection 3 the words “, interest and penalties, if any”;

(b) by replacing paragraph a of subsection 4 by the following:

“(a) within five years from the date when the tax should have been paid or remitted;”.

9. Section 17d of the said act, enacted Id., s. 17d, repealed. by section 6 of chapter 34 of the statutes of 1966/1967, is repealed.

10. Section 17f of the said act, enacted Id., s. 17f, am. by section 6 of chapter 34 of the statutes of 1966/1967, is amended by replacing the last three lines of subsection 4 by the words “it was not made within five years from the date when the tax should have been paid or remitted.”

11. Section 17k of the said act, enacted Id., s. 17k, repealed. by section 6 of chapter 34 of the statutes of 1966/1967, is repealed.

12. Sections 18 and 19 of the said act are repealed. Id., ss. 18, 19, repealed.

13. Section 20 of the said act is replaced by the following: Id., s. 20, replaced.

“**20.** (1) Every person who:
(a) does not furnish a report or any other document or information in the

Offences and penalty.

manière et à l'époque prescrites en vertu de la présente loi ou des règlements; ou

b) étant mandataire du ministre, refuse ou néglige de percevoir la taxe, d'en tenir compte, d'en faire rapport ou d'en faire remise, le tout conformément aux dispositions de la présente loi ou des règlements, commet une infraction et est passible d'une amende d'au moins vingt-cinq dollars pour chaque jour que dure l'infraction.

2. Toute personne qui:

a) vend dans le Québec des biens mobiliers, sans être munie d'un certificat d'enregistrement encore valide, ou contrevient autrement aux articles 3 ou 4 ou aux règlements;

b) agissant comme représentant d'une maison d'affaires non enregistrée comme vendeur ou détaillant dans le Québec, sollicite, reçoit ou accepte de personnes y résidant ordinairement ou y faisant affaires, des commandes de biens mobiliers pour livraison dans le Québec aux fins d'usage et de consommation dans le Québec par elles-mêmes;

c) refuse de permettre à un officier du revenu de faire l'examen et la vérification prévus à l'article 16*a* ou y contrevient autrement; ou

d) contrevient au deuxième alinéa de l'article 11,

commet une infraction et est passible d'une amende d'au moins deux cents dollars et d'au plus cinq mille dollars.

3. Toute personne qui:

a) fait des déclarations fausses ou trompeuses ou participe, consent ou acquiesce à leur énonciation dans une déclaration, une réponse, un certificat ou un état produit ou fait aux termes de la présente loi ou des règlements;

b) cache les registres ou livres de comptes d'un consommateur ou d'un mandataire ou en dispose autrement;

c) fait des inscriptions fausses ou trompeuses, ou consent ou acquiesce à leur accomplissement, ou omet d'inscrire un détail important dans les registres ou livres de comptes d'un consommateur ou d'un mandataire, ou consent ou acquiesce à une telle omission;

d) volontairement, de quelque manière que ce soit, évite ou tente d'éviter l'observation de la présente loi ou le paiement d'une taxe établie en vertu de cette loi; ou

manner and at the time prescribed under this act or the regulations; or

(b) being an agent of the Minister, refuses or neglects to collect, account for, report or remit the amount of the tax, the whole in accordance with this act or the regulations,

commits an offence and is liable to a fine of not less than twenty-five dollars for each day that the offence continues.

(2) Every person who:

(a) sells moveable property in the Province without a registration certificate still in force, or otherwise contravenes section 3 or 4 or the regulations;

(b) acting as the representative of a business house not registered as a vendor or retailer in the Province, solicits, receives or accepts from persons ordinarily residing or carrying on business therein orders for moveable property for delivery in the Province for their own use and consumption in the Province;

(c) refuses to permit a revenue officer to make the examination and audit contemplated under section 16*a* or otherwise contravenes it; or

(d) contravenes the second paragraph of section 11,

commits an offence and is liable to a fine of not less than two hundred dollars nor more than five thousand dollars.

(3) Every person who:

(a) makes or participates in, assents to or acquiesces in the making of false or deceptive declarations in a return, answer, certificate or statement filed or made as required under this act or the regulations;

(b) hides the records or books of account of a consumer or agent or otherwise disposes of them;

(c) makes, or assents to or acquiesces in the making of, false or deceptive entries, or omits, or assents to or acquiesces in the omission to enter a material particular in the records or books of account of a consumer or agent;

(d) wilfully, in any manner, evades or seeks to evade compliance with this act or payment of a tax imposed under this act; or

Infractions et peines.

Idem.

Offences and penalty.

Idem.

e) conspire pour commettre une infraction prévue au présent paragraphe,

commet une infraction et, en outre de toute peine prévue par toute autre disposition de la présente loi, est passible d'une amende d'au moins vingt-cinq dollars et d'au plus cinq mille dollars et, dans le cas où une taxe est exigible, d'un montant au moins égal à celui de cette taxe majoré de vingt-cinq pour cent mais n'excédant pas le double de la taxe qui aurait dû être déclarée payable ou que cette personne a tenté d'éluder.

Peine
pour omission
de remettre
les taxes.

« 20a. Toute personne qui omet, dans le temps prescrit, de faire rapport et remise des taxes qu'elle a perçues, devait percevoir ou devait payer, encourt une peine de cinq pour cent de ces taxes ou, si ce pourcentage résulte en une somme inférieure à dix dollars, une peine de dix dollars, en sus de ces taxes et intérêts.

Peine
addition-
nelle.

La peine établie à l'alinéa précédent est encourue de nouveau le seizième jour de chaque mois qui suit la date à laquelle le paiement de la première peine devenait exigible. Cependant, le montant total de telles peines se rapportant à une même omission ne doit pas excéder cinq fois celui de la première peine. »

S.R., c.
71, s. 22,
remp.

14. L'article 22 de ladite loi est remplacé par le suivant :

Peine
pour
évasion
fiscale.

« 22. 1. Toute personne qui, volontairement, élude ou tente d'éluder le paiement, la perception ou la remise des taxes prévues par la présente loi, est passible d'une peine, que fixe le ministre, d'au moins vingt-cinq pour cent et d'au plus cinquante pour cent du montant de la taxe dont cette personne a éludé ou tenté d'éluder le paiement, la perception ou la remise.

Énoncé
ou omission
dans
déclaration.

2. Si une personne, sciemment ou dans des circonstances qui équivalent à de la négligence flagrante, fait un énoncé ou une omission dans une déclaration, un certificat, un état ou une réponse fait ou produit en vertu de la présente loi, ou y participe ou y acquiesce, et s'il résulte de cet énoncé ou de cette omission que la taxe qui serait à payer ou à remettre par cette personne, si elle était cotisée d'après les renseignements fournis, est inférieure

(e) conspires to commit an offence contemplated by this subsection,

commits an offence and, in addition to any penalty provided for by any other provision of this act, is liable to a fine of not less than twenty-five dollars nor more than five thousand dollars and, when a tax is exigible, an amount not less than that of such tax plus twenty-five per cent thereof but not exceeding double the amount of the tax that should have been shown to be payable or that such person sought to evade.

Penalty
for failure
to report,
etc.

« 20a. Every person who omits, within the prescribed period, to report and remit the taxes which he has collected or should have collected or paid, incurs a penalty of five per cent of the said taxes or, if such percentage is a sum less than ten dollars, to a penalty of ten dollars in addition to such taxes and interest.

Further
penalty.

The penalty prescribed in the preceding paragraph shall again be incurred on the sixteenth day of each month following the date when payment of the first penalty became exigible. However, the total amount of such penalties relating to the same omission shall not exceed five times that of the first penalty."

14. Section 22 of the said act is replaced by the following :

R.S., c.
71, s. 22,
replaced.

« 22. (1) Every person who wilfully evades or seeks to evade payment, collection or remittance of the taxes contemplated by this act, is liable to a penalty, to be fixed by the Minister, of not less than twenty-five per cent nor more than fifty per cent of the amount of the tax which such person evaded or the payment, collection or remittance of which he sought to evade.

Penalty
for evasion
of
taxes.

(2) If a person, knowingly or under circumstances amounting to gross negligence, makes any declaration or omission in a return, certificate, statement or answer made or filed under this act, or participates or acquiesces therein, and if as a result of such declaration or omission the tax which should be paid or remitted by such person, if it was assessed on the basis of the information provided, is less than the tax that he must pay or remit,

State-
ment or
omission
in return.

à la taxe qu'elle doit payer ou remettre, cette personne encourt une peine de vingt-cinq pour cent de la différence entre ces deux montants.

Peines
non cumu-
latives.

3. Nul n'encourt, à l'égard d'un même énoncé ou d'une même omission, à la fois la peine prévue au paragraphe 1 et celle prévue au paragraphe 2, ou à la fois une peine prévue au présent article et le paiement d'une amende prévue aux articles 20 ou 21, à moins que, dans ce dernier cas, la peine n'ait été imposée avant que ne soit intentée la poursuite donnant lieu à l'amende. »

S.R., c.
71, a. 23,
remp.

15. L'article 23 de ladite loi est remplacé par le suivant :

Règles
applica-
bles.

« **23.** Les règles relatives à la procédure et à la preuve énoncées aux articles 155 à 162 de la Loi de l'impôt provincial sur le revenu (chap. 69) s'appliquent dans toute poursuite civile ou pénale en vertu de la présente loi; l'article 159 s'applique également à un recours à la Cour provinciale en vertu de l'article 17g. »

S.R., c.
71, a. 25,
ab.

16. L'article 25 de ladite loi, remplacé par l'article 7 du chapitre 34 des lois de 1966/1967, est abrogé.

Id., a. 25a,
ab.

17. L'article 25a de ladite loi, édicté par l'article 7 du chapitre 34 des lois de 1966/1967, est abrogé.

Id., a. 29,
mod.

18. L'article 29 de ladite loi est modifié en remplaçant, dans les deuxième et troisième lignes, les mots « de six pour-cent par année » par les mots « fixé conformément à l'article 53 de la Loi du ministère du revenu (chap. 66) ».

Entrée en
vigueur.

19. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

such person is liable to a penalty of twenty-five per cent of the difference between the two amounts.

(3) No person shall incur, with respect to the same declaration or omission, both the penalty provided for in subsection 1 and that provided for in subsection 2, or to both a penalty provided for in this section and the payment of the fine provided for in section 20 or 21, unless, in the latter case, the penalty is imposed before the proceedings giving rise to the fine are instituted."

Liability
to pay
penalties.

15. Section 23 of the said act is replaced by the following:

R.S., c.
71, s. 23,
replaced.

"**23.** The rules respecting procedure and evidence contained in sections 155 to 162 of the Provincial Income Tax Act (Chap. 69) shall apply to all civil and penal proceedings under this act; section 159 shall also apply to recourses to the Provincial Court under section 17g."

Rules
to apply.

16. Section 25 of the said act, replaced by section 7 of chapter 34 of the statutes of 1966/1967, is repealed.

R.S., c.
71, s. 25,
repealed.

17. Section 25a of the said act, enacted by section 7 of chapter 34 of the statutes of 1966/1967, is repealed.

Id., s. 25a,
repealed.

18. Section 29 of the said act is amended by replacing the words "of six per centum per annum" in the second and third lines by the words "fixed in accordance with section 53 of the Revenue Department Act (Chap. 66)".

Id., s. 29,
am.

19. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming
into force.